



# Santé environnementale en Hauts-de-France

Le Baromètre Santé est un dispositif d'enquêtes périodiques mis en place en 1992 par le Comité français d'éducation pour la santé, poursuivi par l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé et désormais par Santé publique France. Depuis le début, les observatoires régionaux de la santé, et tout particulièrement l'OR2S impliqué dans plusieurs publications au niveau français, ont accompagné ces différentes institutions pour offrir des analyses régionales en parallèle aux productions nationales.

## 2 Sentiment d'information sur les risques environnementaux

## 3 Perception des risques environnementaux pour la santé

## 4 Comportements liés aux risques environnementaux

## 5 Perception des risques liés aux UV naturels

## 6 Comportements face aux UV naturels

## 7 Méthodologie

## 8 Synthèse

Ainsi, depuis plus de trente ans, les Baromètres suivent les principaux comportements, connaissances et croyances de la population résidant en France vis-à-vis de sa santé. Ils permettent également l'étude des déterminants de santé et sont en cela des outils très utiles à la mise en œuvre d'actions par les pouvoirs publics ainsi qu'à leur évaluation.

Les Baromètres Santé font partie des sources de données mobilisées pour évaluer l'état de santé de la population, en apportant des informations relatives aux habitudes de vie, aux facteurs de risques, à la qualité de vie ou à la position socio-économique. La diversité territoriale en la matière nécessite une connaissance infranationale plus précise. C'est la raison pour laquelle certaines régions ont mis en place des sous-échantillons sur leur territoire, en parallèle à l'enquête nationale. Ceci a par exemple été le cas sur des Baromètres thématiques (environnement ou nutrition), mais aussi sur le Baromètre Santé général ou sur les seuls jeunes. Toutefois, toutes les régions n'ont pas nécessairement pu participer à ces déclinaisons, notamment à cause d'un manque de financement local. De ce fait, l'Inpes a décidé d'interviewer un nombre de participants suffisant pour offrir une représentativité dans la plupart des régions françaises, tout au moins dans celles de l'Hexagone. Ces grands échantillons ont été menés en 2005 et en 2010 permettant une représentativité régionale. Santé publique France s'est inscrit dans la même dimension pour l'enquête menée en 2017 et pour celle de 2021, sachant qu'un recueil s'est aussi déroulé en 2020 mais que celui-ci est plus difficilement exploitable au niveau régional du fait de son calendrier avant et après confinement.

Ce document fait partie d'une série de plaquettes présentant les résultats du Baromètre Santé 2021. Les différentes thématiques abordées ont été arrêtées en concertation étroite avec le conseil régional et l'agence régionale de santé. Pour ce document, la santé environnementale est analysée à travers la connaissance et l'utilisation des pesticides, de la perception de risques environnementaux tels que la pollution de l'air ou le bruit ou encore des ultraviolets naturels. Comme pour les autres documents de cette série, son objet est, de mieux appréhender les spécificités régionales au sein de la population en comparaison du reste de la France ; cela permet aussi le plus souvent une confirmation des tendances locales du fait du nombre de personnes enquêtées vingt fois supérieur. Toutes les analyses sont démographiques et suivant des caractéristiques sociales (niveau de diplôme, situation professionnelle, type de ménage, situation financière), voire prenant en compte le type d'unité urbaine ; elles sont de plus multifactorielles ce que la synthèse finale met en exergue. Enfin, cette plaquette permet à travers quelques informations sur les caractéristiques des habitants d'accompagner la mise en place de l'observatoire santé environnement des Hauts-de-France.

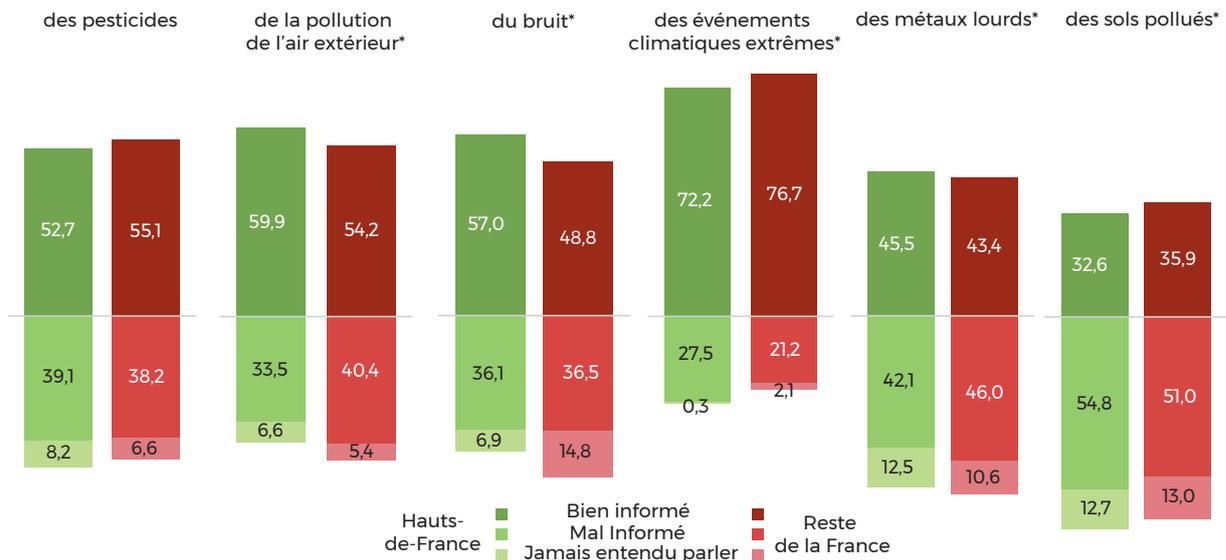
# Sentiment d'information sur les risques environnementaux

## Des différences dans la perception des risques sur la santé

Dans les Hauts-de-France comme dans le reste de la France, des différences quant au sentiment d'information sur les éventuels effets sur la santé ressortent suivant les modalités proposées. Ainsi, ils sont de l'ordre de trois sur quatre à se déclarer bien informés pour les événements climatiques extrêmes tels que les canicules, les tempêtes et les inondations. Ils sont encore majoritaires à affirmer être bien informés quant aux potentiels risques sur la santé pour les pesticides, la pollution de l'air extérieur et le bruit. Il est à noter, pour ce dernier item, que les locaux

apparaissent plus nombreux à en avoir entendu parler que le reste des Français mais ce résultat est à prendre avec réserve compte tenu de la taille du sous-échantillon. Ils sont moins nombreux pour mentionner être informés sur les métaux lourds ou les sols pollués : respectivement moins d'un sur deux et de l'ordre d'un sur trois à se déclarer l'être bien. Dans un cas comme dans l'autre, ils sont plus d'un sur dix à même affirmer n'en avoir jamais entendu parler. La part d'habitants ayant le sentiment d'être bien informés sur les différentes thématiques traitées ne varie pas significativement entre les habitants des Hauts-de-France et ceux du reste du pays, la taille de l'échantillon régional étant un élément à prendre en considération.

Sentiment d'information concernant les éventuels effets sur la santé...



\*questions posées à un sous-échantillon de 181 personnes en Hauts-de-France et 2 318 personnes dans le reste de la France

pour 100 personnes de 18-85 ans  
Source : Baromètre Santé 2021, Santé publique France - Exploitation : OR2S

## Les plus jeunes et les plus défavorisés : les moins nombreux à se déclarer bien informés sur les éventuels effets de santé des pesticides

Les potentiels effets néfastes pour la santé des pesticides ne différencient pas les femmes des hommes, en région comme dans le reste de la France.

En revanche, le sentiment d'être bien informé sur le sujet augmente avec l'âge, les 18-29 ans n'étant que deux sur cinq à déclarer être concernés contre plus de trois sur cinq pour leurs aînés de 60-85 ans. Cette évolution avec l'avancée en âge est encore plus marquée dans le reste de la France passant d'un peu plus d'un tiers de bien informés chez les 18-29 ans à trois quarts chez les 76-85 ans. De manière concomitante, les retraités se sentent mieux informés sur le sujet que ne le sont les étudiants, différence particulièrement marquée dans le reste de la France.

Par ailleurs, ce sentiment d'être bien informé concernant les éventuels effets sur la santé des pesticides décroît lorsque la fragilité économique augmente. En effet, les personnes déclarant que leur situation financière est

« difficile » sont 43 % en région comme dans le reste de la France à se déclarer bien informés ; pour celles affirmant que « ça va » financièrement, ce pourcentage monte à 55 % dans les Hauts-de-France et même à 59 % dans le reste de la France.

Le niveau d'études est un facteur intervenant de façon quelque peu spécifique, les diplômés du baccalauréat étant moins nombreux à se déclarer bien informés que les autres niveaux d'études qui ne se différencient pas.

Concernant le type de ménage, les couples sans enfant sont les plus nombreux à se déclarer être bien informés, dans les Hauts-de-France comme dans le reste de la France, avec une différence significative pour cette dernière unité géographique.

Enfin, contrairement à ce qui est observé en dehors de la région où les habitants se sentent mieux informés en zone rurale, aucune différence n'est relevée avec les zones urbaines dans les Hauts-de-France.

# Perception des risques environnementaux pour la santé

## Des risques liés aux pesticides perçus comme élevés...

La grande majorité des habitants des Hauts-de-France de 18 à 85 ans pense que les pesticides peuvent représenter un risque important sur la santé des Français en général ; ils sont cependant moins nombreux à l'affirmer que leurs homologues du reste de la France (cf. graphique ci-contre). La différence entre les deux unités géographiques provient essentiellement des personnes qui perçoivent le risque comme plutôt faible : 11,8 % en région le déclarant contre 8,5 % dans le reste de la France.

## ...d'autant plus chez les femmes, les plus diplômés et en grande zone urbaine

En dehors de la région, les femmes sont plus nombreuses à percevoir les risques sanitaires induits par les pesticides comme élevés : 93,2 % contre 87,8 % chez les hommes ; dans la région, l'écart est plus réduit avec respectivement 88,4 % contre 85,9 %.

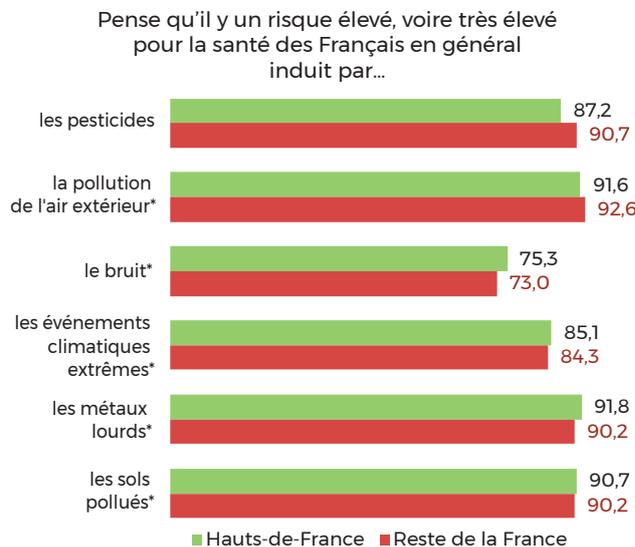
L'âge impacte également la vision des risques liés aux pesticides, aussi bien dans la région que dans le reste du pays. En effet, les adultes de moins de 30 ans, et plus particulièrement les hommes, sont les moins nombreux à déclarer que ces risques sont élevés, voire très élevés : 80,4 % des hommes en région et 83,0 % pour leurs homologues du reste de la France contre des valeurs supérieures pour toutes les autres classes d'âge, quel que soit le sexe.

Alors qu'ils mentionnent être « bien informés », les non-titulaires du baccalauréat sont les moins nombreux à déclarer que les risques induits par les pesticides sont importants pour la santé des Français, dans la région comme dans le reste du pays.

Par ailleurs, si les risques liés aux pesticides s'avère déclaré plus fréquemment parmi les habitants des grandes agglomérations que dans les plus petites devant encore plus nettement ceux des zones rurales (différences significatives dans le reste de la France), le type de ménage, la situation professionnelle, ou encore la situation financière n'impactent que peu la vision des risques liés aux pesticides, et ce quelle que soit la zone géographique.

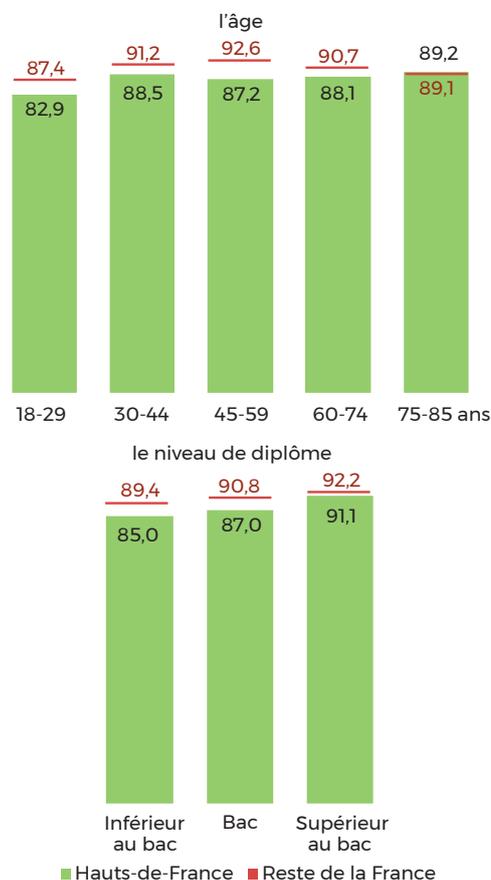
## Le bruit, pas un risque environnemental pour la santé pour un habitant sur quatre

De manière assez similaire au reste des Français, comme le montre le graphique en haut de page, les habitants des Hauts-de-France perçoivent les risques sanitaires liés à la pollution de l'air extérieur, aux métaux lourds et aux sols pollués comme élevés, voire très élevés ; ils sont ainsi plus de neuf sur dix à déclarer le penser. Ils sont un peu moins nombreux (85,1 %) à trouver les risques induits par les événements climatiques extrêmes (tels que les canicules, les tempêtes et les inondations), comme importants pour la santé des Français. Ils sont encore moins nombreux pour ce qui a trait au bruit, trois personnes sur quatre déclarant penser que le risque lié au bruit est élevé, voire très élevé pour la santé des Français chez les habitants des Hauts-de-France comme le reste des Français.



\*questions posées à un sous-échantillon maximal de 181 personnes en Hauts-de-France et 2 318 personnes dans le reste de la France  
Source : Baromètre Santé 2021, Santé publique France - Exploitation : OR2S

## Pense que les pesticides induisent un risque élevé, voire très élevé pour la santé des Français en général selon...



pour 100 personnes de 18-85 ans ayant déjà entendu parler de la thématique

Source : Baromètre Santé 2021, Santé publique France - Exploitation : OR2S

# Comportements liés aux risques environnementaux

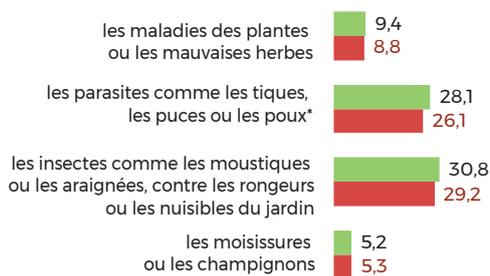
## Une utilisation domestique contre les parasites et les insectes plus fréquente...

Les habitants des Hauts-de-France ont indiqué utiliser des produits\* pour lutter contre les maladies des plantes ou les mauvaises herbes, contre les insectes, ou encore contre les moisissures et champignons (hors produits ménagers tels que l'eau de javel ou le vinaigre blanc) dans les mêmes proportions que le reste de la France. Des différences sensibles existent cependant suivant l'objet du produit. Ainsi, s'ils sont de l'ordre de trois sur dix à le déclarer pour lutter contre les insectes (moustiques, araignées, rongeurs, nuisibles de jardin) voire les parasites (tiques, poux, puces y compris les antipuces en comprimés pour animaux), un habitant sur neuf l'a fait pour les maladies des plantes ou les mauvaises herbes et un sur vingt pour les moisissures ou les champignons. Les produits antiparasitaires ont été légèrement plus utilisés dans la région qu'en dehors (cf. illustration ci-dessous).

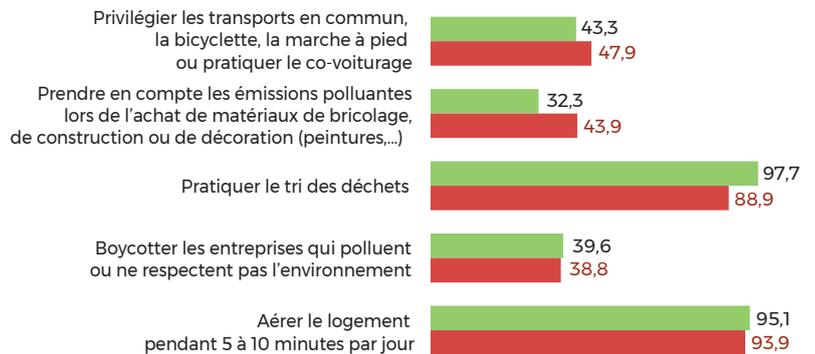
## ...variant selon les profils des personnes

L'utilisation de ces produits varie selon les caractéristiques démographiques. Ainsi, avec un même constat en région et dans le reste de la France, les antiparasitaires sont plus employés par les femmes alors que les produits de jardinage le sont plus par les hommes. Pour ces derniers produits l'utilisation a de plus tendance à augmenter avec l'avancée en âge pour chacun des sexes et pour les deux unités géographiques. Quel que soit le type de produits, les non-bacheliers les utilisent moins que les diplômés ; quant aux produits antiparasitaires, les personnes à l'aise financièrement y ont moins recours que celles percevant leur situation comme difficile, pour l'une comme pour l'autre unité géographique. Il en va de même pour les antiparasitaires et les produits de jardinage qui sont plus employés dans les milieux ruraux que dans les zones urbaines, tout particulièrement en regard des grandes agglomérations.

### A utilisé au cours des trois derniers mois des produits pour lutter contre...



### Mesures prises systématiquement ou souvent pour améliorer la qualité de l'environnement ou la santé\*\*



■ Hauts-de-France ■ Reste de la France

\*pour lui-même, l'un des membres du foyer ou pour un animal de compagnie

pour 100 personnes de 18-85 ans

Source : Baromètre Santé 2021, Santé publique France - Exploitation : OR2S

\*\*questions posées à un sous-échantillon de 181 personnes en Hauts-de-France et 2 318 personnes dans le reste de la France

pour 100 personnes de 18-85 ans

Source : Baromètre Santé 2021, Santé publique France - Exploitation : OR2S

## Des gestes écologiques ancrés, d'autres un peu moins

4

Certaines mesures pour améliorer la qualité de l'environnement et/ou de la santé, sont adoptées de manière régulière, voire systématiquement par une partie de la population. Toutefois, des différences sensibles entre les mesures adoptées sont retrouvées comme permet de le visualiser le graphique ci-dessus. Ainsi, l'aération quotidienne du logement et le tri des déchets deviennent des mesures assez unanimement acceptées, apparaissant plus souvent mise en œuvre par les habitants des Hauts-de-France que par ceux du reste

du pays. À l'inverse, les émissions polluantes sont moins souvent prises en compte lors de l'achat de matériaux de bricolage dans la région qu'en dehors, dix points d'écart séparant les deux unités géographiques. Par ailleurs, les habitants de la région, comme le reste des Français, sont de l'ordre de deux sur cinq à déclarer boycotter les entreprises qui polluent ou non respectueuses de l'environnement et à pratiquer l'écomobilité, c'est-à-dire à privilégier les transports en commun, la marche, le vélo ou encore le covoiturage.

\* Il a été demandé aux enquêtés s'ils avaient utilisé, eux-mêmes au cours des trois derniers mois, certains pesticides, en dehors du cadre professionnel.

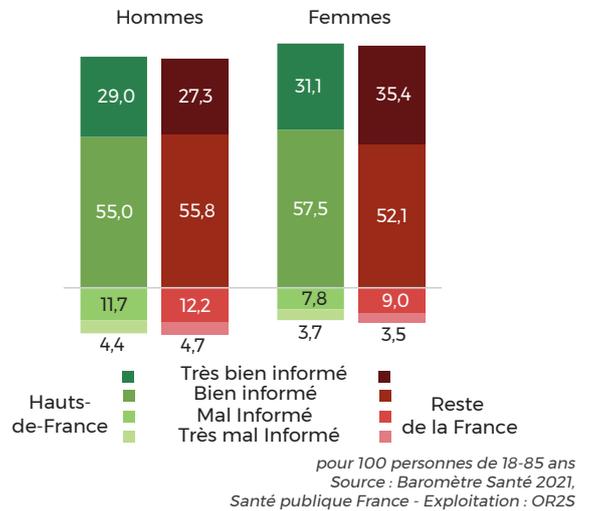
# Perception des risques liés aux UV naturels

## Une majorité de personnes bien informées, mais avec d'importantes disparités

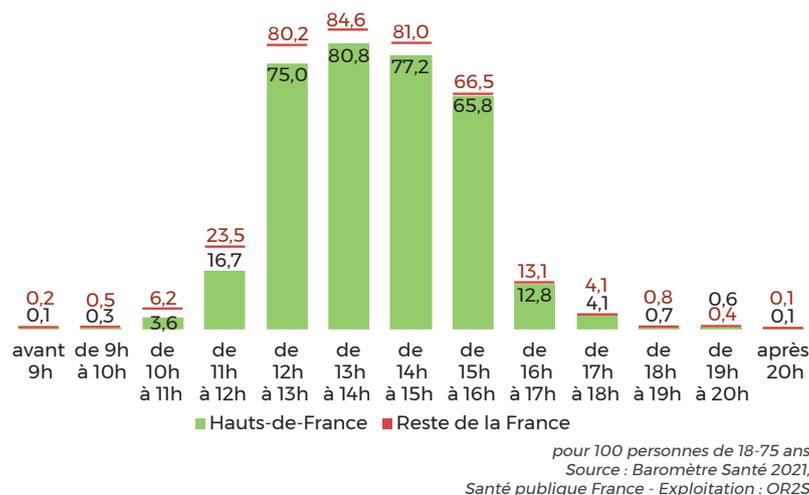
Les habitants des Hauts-de-France de 18 à 85 ans se déclarent, pour une très grande majorité, bien ou très bien informés sur les éventuels effets négatifs de l'exposition au soleil (86,3 %) sur la santé. Toutefois un sur dix (9,7 %) se dit mal informé et un sur vingt-cinq (4,0 %) très mal. Ces proportions sont du même ordre de grandeur que celles relevées dans le reste de la France. Cependant ces pourcentages varient sensiblement en fonction du profil des personnes. Ainsi, la première des distinctions concerne le type de peau, les personnes ayant la peau mate ou foncée étant moins nombreuses que celles ayant la peau plus claire à se dire bien ou très bien informées (80,6 % contre 87,7 %). Les aspects démographiques interfèrent également sur les proportions dans les Hauts-de-France comme dans le reste du pays, les femmes se sentant mieux informées sur le sujet que les hommes (cf. graphique ci-contre). De même, un groupe d'âge ressort comme moins informé des effets sur la santé du soleil que les autres : les 18-29 ans ; en région comme dans le reste de la France, ils sont moins de 80 % à le déclarer contre au moins 84 % dans tous les autres groupes d'âge. Cette part augmente avec le niveau de diplôme : si les personnes non-diplômées se disent informées (bien ou très bien) dans 84 % (82 % dans le reste de la France), ils sont plus de 90 % chez les diplômés de l'enseignement supérieur des deux unités géographiques. De plus, les personnes en couple, en particulier celles sans enfant, sont plus nombreuses à faire une telle déclaration.

De façon corrélée avec l'âge, en regard de la situation professionnelle, les étudiants se déclarent comme les moins informés, mais les personnes au chômage présentent des pourcentages voisins, de moins de 80 % dans les Hauts-de-France comme dans le reste de la France. La situation financière n'a pas le même impact dans la région que dans le reste de la France. Ainsi, la part de personnes déclarant être bien informées est plus élevée parmi celles déclarant que « ça va » que pour celles pour qui la situation financière est « difficile » dans le reste de la France ce qui n'est pas retrouvé en région. En dehors des Hauts-de-France, une différence est également relevée entre le secteur rural et les

Sentiment d'information concernant les éventuels effets sur la santé de l'exposition au soleil selon le sexe



Heures durant lesquelles il vaut mieux ne pas s'exposer au soleil en France



milieux urbains, les habitants du premier type d'habitat se déclarant mieux informés que les habitants des seconds (en région, les réponses ne sont pas différenciées).

## Des connaissances parfois inexactes

Dans la région comme dans le reste du pays, les habitants de 18 à 75 ans\*\* citent, dans une grande majorité, les créneaux entre midi et 16 heures quant aux heures dangereuses durant lesquelles il vaut mieux ne pas s'exposer au soleil (cf. illustration ci-contre). Cependant, malgré le sentiment global d'information concernant les risques liés au rayonnement ultraviolet (UV), un habitant de la région sur cinq (19,9 %, 17,8 % dans le reste de la France) déclare que les coups de soleil préparent la peau en la rendant moins vulnérable au soleil.

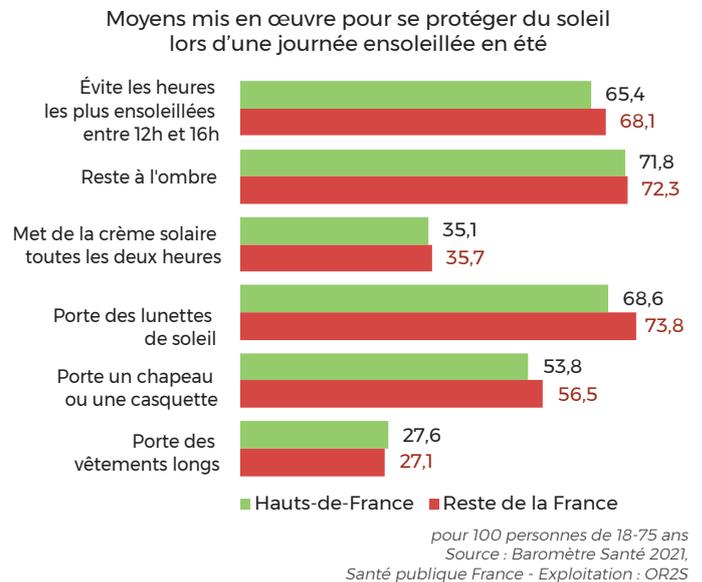
Ils sont plus d'un sur trois en région (un sur trois dans le reste du pays) à affirmer que si les coups de soleil de l'enfance sont bien soignés, ils sont sans conséquence à l'âge adulte. Ces affirmations sont notamment plus le fait des hommes, des moins diplômés, des ménages d'une personne, des personnes au chômage ou déclarant rencontrer des difficultés financières (notamment dans le reste de la France) mais aussi des personnes ayant la peau mate ou foncée, rejoignant les tendances concernant le sentiment de mésinformation sur les risques induits par l'exposition au soleil.

\*\* Les questions portant sur le sentiment d'information sur les risques liés aux UV n'ont été posées qu'à une faible part des personnes de plus de 75 ans. Ces dernières ont donc été exclues des analyses par âge. Les autres questions de cette thématique n'ont été posées qu'aux personnes de moins de 76 ans.

# Comportements face aux UV naturels

## Certains gestes de protection adoptés par une majorité, d'autres un peu moins

Afin de se protéger du soleil lors d'une journée ensoleillée estivale, environ sept personnes de 18-75 ans sur dix déclarent, souvent ou systématiquement, éviter de s'exposer entre 12 heures et 16 heures, rester à l'ombre et porter des lunettes de soleil, dans les Hauts-de-France comme dans le reste de la France (cf. graphique ci-contre). Toujours pour les habitants des deux unités géographiques, si le port d'un chapeau ou d'une casquette demeure encore majoritaire, ils sont bien moins nombreux à indiquer se mettre de la crème solaire toutes les deux heures (un peu plus d'un tiers) et à porter des vêtements longs (un peu plus d'un quart). Toutes ces habitudes sont similaires à ce qui est observé dans le reste de la France, excepté pour le port de lunettes de soleil et, à un degré moindre, sur les faits d'éviter les heures les plus ensoleillées et de porter un chapeau ou une casquette, moins fréquemment déclarés en région.



## Des moyens utilisés en regard des UV liés aux situations sociodémographiques

Ces constats globaux en matière d'habitudes face au soleil masquent des différences sensibles en fonction notamment du profil démographique des personnes. Ainsi, les femmes sont plus nombreuses à adopter ces gestes de protection, hormis le port du chapeau ou de la casquette, plus fréquemment déclaré côté masculin (59,6 % en portent souvent, voire systématiquement, contre 48,3 %). Le différentiel sexué est le plus important quant à se mettre de la crème solaire toutes les deux heures, passant du simple au double même si ce geste demeure également minoritaire parmi la population féminine. Ne pas prendre le soleil est un comportement qui évolue aussi de façon forte avec l'âge : minoritaire chez les 18-29 ans, ce comportement est déclaré par trois personnes âgées de 60 à 75 ans sur quatre. De même, l'avancée en âge augmente les pourcentages de bonne conduite quant à privilégier l'ombre (de trois sur cinq à quatre sur cinq), porter des vêtements longs (près de trois fois plus fréquent chez les 60-75 ans que chez les 18-29 ans) ou encore, mais de façon moindre, porter un chapeau ou une casquette. Une exception est à mentionner concernant l'application de crème solaire toutes les deux heures, moins adoptée par les seniors (un peu plus d'un quart chez les 60-75 ans contre deux sur cinq chez les 30-59 ans), ce qui peut se comprendre compte tenu de leur moindre fréquentation des heures les plus ensoleillées.

D'autres facteurs contribuent à des différences importantes quant aux moyens mis en œuvre pour se protéger du soleil, à l'exemple du niveau de diplôme. Pour les ports d'un couvre-chef et de lunettes de soleil, ainsi que pour l'application de crème solaire toutes les deux heures et pour le fait d'éviter les heures les plus ensoleillées, les diplômés du supérieur déclarent plus fréquemment (souvent ou systématiquement) que les diplômés d'au plus le baccalauréat. Ce comportement est retrouvé également pour la recherche de l'ombre

dans le reste de la France (mais pas en région).

Pour ce dernier niveau géographique, ce sont plus fréquemment les personnes vivant au sein d'un couple sans ou avec enfant(s) qui sont les plus précautionneuses vis-à-vis de l'exposition au soleil. Ces deux groupes sont moins différenciés des autres types de ménage dans les Hauts-de-France, où les seules différences en fonction de la composition du foyer concernent le parent d'une famille monoparentale, moins susceptible d'utiliser de la crème solaire ou un chapeau (ou une casquette).

Dans les deux zones géographiques, hormis pour le port de vêtements longs, les moyens mis en œuvre pour se protéger du soleil opposent ceux qui déclarent avoir des difficultés financières de ceux pour qui « ça va » ou qui disent que « c'est juste ». En effet, les premiers répondent moins fréquemment souvent ou systématiquement pour les différentes propositions, les écarts étant les plus marqués pour l'utilisation de crème et de lunettes solaires.

En corrélation avec les constats portés suivant l'âge de la personne, les retraités ressortent comme les plus nombreux à déclarer, souvent ou systématiquement, éviter les heures les plus ensoleillées, rester à l'ombre, porter un couvre-chef et des vêtements longs.

En Hauts-de-France, la seule différence de comportement observée entre milieux urbains et zone rurale concerne l'utilisation de crème solaire, mise de manière plus fréquente dans le premier type d'habitat, de façon plus forte dans les grandes agglomérations. Dans le reste de la France, est aussi relevé le port du chapeau ou de la casquette bien plus fréquent en zone rurale qu'en milieux urbains, particulièrement en grandes agglomérations.

Toutefois, une des caractéristiques individuelles les plus différenciantes reste la couleur de peau, les personnes à la peau claire ayant bien plus tendance à se protéger du soleil que les personnes à la peau mate ou foncée, quels que soient le moyen et le territoire étudiés.

## Méthodologie

Ce document a été produit à partir des données du Baromètre Santé 2021 de Santé publique France. Les Baromètres ont pour objectif de décrire les principaux comportements, connaissances et croyances liés à l'état de santé de la population française (voire d'une population sur une aire géographique plus petite à l'exemple des Hauts-de-France).

Pour rappel, le Baromètre Santé repose sur un échantillonnage de la population basé sur une génération aléatoire de numéros de téléphone fixe ou mobile. Il vise les personnes vivant en France métropolitaine et parlant français.

Au niveau régional, 2 064 personnes âgées de 18 à 85 ans ont été interrogées, pour 22 450 enquêtées dans le reste de la France (hors Hauts-de-France). Il est à noter que certains des résultats présentés dans ce document sont issus d'un sous-échantillon, également représentatif de la population cible, mais n'autorisant pas la même puissance statistique que lorsque les questions sont posées à tout l'échantillon.

Les résultats présentés dans ce document sont obtenus après pondération et redressement des données, afin de garantir la représentativité de l'ensemble de la population cible, en Hauts-de-France et au niveau national. La pondération est réalisée à partir de la probabilité de tirage au sort du numéro de téléphone de la personne interrogée, du nombre de personnes éligibles au sein du ménage contacté et du nombre de lignes téléphoniques fixes et mobiles de la personne enquêtée. Le redressement est basé sur l'âge en classes décennales, le sexe, la taille de l'unité urbaine de résidence, la région de résidence, le niveau de diplôme et le nombre d'habitants dans le foyer. Au niveau régional, les données sont en plus standardisées sur le sexe croisé avec l'âge. De plus, un calage sur marges est réalisé afin de respecter la structure de sexe croisé avec l'âge observée dans la région.

De manière à inscrire la région dans son contexte national, les indicateurs des Hauts-de-France sont comparés à ceux observés en France hors Hauts-de-France (zone géographique désignée par le terme « reste de la France » dans ce document). Afin de tenir compte de l'hétérogénéité des deux territoires étudiés en matière de structure de population, les analyses (majoritairement des régressions logistiques) sont effectuées après ajustement sur l'âge, le sexe, la situation professionnelle, la catégorie socioprofessionnelle du chef de famille, la situation financière perçue et la taille de l'agglomération de résidence. Sauf indication contraire, toutes les différences mentionnées sont statistiquement significatives au seuil de 5 %. Les pourcentages présentés étant arrondis, la somme de différents éléments pourrait diverger légèrement du pourcentage global donné par ailleurs dans le document.

Enfin, pour être le plus exhaustif possible, il est précisé que certaines formulations utilisées dans le texte sont reprises du questionnaire proposé aux personnes enquêtées.

Effectifs enquêtés en 2021 suivant le sexe

	2021 18-85 ans
Hommes Hauts-de-France	958
Femmes Hauts-de-France	1 106
Hommes Reste de la France	10 407
Femmes Reste de la France	12 043

## Synthèse

Mené par Santé publique France, le Baromètre Santé est un outil décrivant les modes de vie et les comportements des Français et, lorsqu'il est décliné régionalement comme c'est le cas dans les Hauts-de-France, de la population locale. Portant sur le recueil 2021, ce document brosse un portrait régional du sentiment d'information et de la perception de certains risques environnementaux pour la santé, tels que les pesticides ou le rayonnement ultraviolet (UV) entre autres. Il donne également des indications sur les comportements de la population vis-à-vis de ces risques. Ce portrait est constitué d'indicateurs portant sur les personnes âgées de 18 à 85 ans, qui sont analysés parallèlement dans les Hauts-de-France et pour le reste de la France, afin de faire ressortir au mieux les caractéristiques propres à la région. Une analyse selon diverses dimensions sociodémographiques traitées affine le diagnostic en identifiant les groupes les plus concernés par les risques environnementaux et ceux pour lesquels les comportements ressortent comme empreints d'un certain manque de prudence.

Concernant les effets néfastes sur la santé, les habitants des Hauts-de-France, comme ceux du reste de la France, se disent, pour une grande partie d'entre eux, mal informés de certains produits ou événements. Ainsi, dans la région, deux personnes sur trois le déclarent en ce qui concerne les sols pollués et plus d'une sur deux pour les métaux lourds. Plus de deux personnes sur cinq se disent également mal informées sur les potentiels effets sur la santé des pesticides, de la pollution de l'air extérieur et du bruit. Les risques liés aux événements climatiques extrêmes semblent mieux appréhendés, un peu plus d'une personne sur quatre déclarant être mal informée, tout comme les risques liés aux UV naturels pour lesquels moins d'une personne sur sept le déclare. Cela reste néanmoins non négligeable surtout en regard de l'information ayant trait aux coups de soleil puisqu'une personne sur cinq affirme que les coups de soleil préparent la peau en la rendant moins vulnérable et plus d'une sur trois mentionne que les coups de soleil dans l'enfance bien soignés n'auront pas d'incidence à l'âge adulte.

Cependant, malgré une certaine méconnaissance (parfois importante), ces risques environnementaux sont perçus comme élevés pour la grande majorité des populations des deux niveaux géographiques d'analyse : plus de cinq sur six, voire plus de neuf sur dix l'expriment hormis pour le bruit (trois sur quatre seulement). Dans ce contexte, les comportements sont parfois adaptés afin de minimiser ces risques. C'est ce qui est observé pour les expositions au soleil ; près de sept personnes sur dix disent éviter les heures les plus ensoleillées et/ou porter des lunettes de soleil et plus de sept sur dix rester à l'ombre le plus possible. En revanche, l'utilisation domestique des pesticides reste importante. Au cours des trois derniers mois, une personne sur deux a utilisé au moins un produit parmi les désherbants, les antiparasitaires, les insecticides et les antifongiques.

Il est enfin à noter que certaines pratiques visant à préserver l'environnement et/ou la santé se développent. Par exemple, pour la quasi-totalité, les habitants des Hauts-de-France trient leurs déchets (plus que dans le reste de la France) et aèrent leur logement quotidiennement ; plus de deux personnes sur cinq pratiquent l'écomobilité.

Comme le soulignent les analyses multifactorielles, des disparités importantes existent au sein de la région. Le sexe, l'âge, mais également le niveau de diplôme, la situation professionnelle, la situation financière, le type de ménage ou encore le degré d'urbanisation du lieu de résidence sont autant de facteurs impactant à la fois la connaissance des risques environnementaux, mais également les comportements vis-à-vis de ces risques. Ainsi, les jeunes adultes sont particulièrement vulnérables, puisqu'ils se sentent moins bien informés ; ils ont, en effet, une vision parfois tronquée des risques pour la santé qu'ils jugent moins élevés que le reste de la population, adoptant de fait moins de mesures préventives, notamment à l'égard de l'exposition au soleil.

Ces exploitations de l'enquête barométrique mettent donc en exergue les imbrications entre spécificités territoriales et caractéristiques démographiques aboutissant parfois à une méconnaissance des risques environnementaux et à des comportements insécurisants. Cette enquête révèle ainsi des leviers d'actions dans le secteur de la prévention en ciblant les populations les plus à risque dans le domaine de la santé environnementale.

Ce document a été finalisé en mai 2024 par l'OR2S.

Il a été réalisé avec le soutien financier du Conseil régional Hauts-de-France et de l'Agence régionale de santé Hauts-de-France.

Il a été rédigé par Manon Couvreur, Alain Trugeon et Nadège Thomas,  
en lien étroit avec Claire Joly, Grégory Marlier et Nadia Rouache (conseil régional Hauts-de-France)  
et Virginie Le Roux, Gwen Marqué et David Verloop (ARS Hauts-de-France).

Il a été mis en page par Sylvie Bonin.

Remerciements à toute l'équipe de Santé publique France pour la production des données du Baromètre Santé et à l'ensemble des répondants.

Directeur de publication : Pr Maxime Gignon